

14. Les études du groupe international chargé d'évaluer le cycle du combustible nucléaire, lancé lors du sommet de Londres en 1977 (1) représentent une contribution importante à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Nous nous félicitons de leurs conclusions concernant : l'augmentation prévisible des approvisionnements, l'utilisation la plus efficace des ressources à uranium, y compris en développant les technologies les plus avancées, la limitation des risques de prolifération grâce, entre autres, aux mesures de sauvegarde de l'A.I.E.A. Nous recommandons vivement à tous les pays de tenir compte de ces conclusions au moment de définir leurs politiques ou leurs programmes en faveur d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

15. Nous soutiendrons activement les recommandations du groupe international de technologie énergétique institué au sommet de Tokyo (2) l'année dernière en vue de porter le plus tôt possible les nouvelles technologies énergétiques à un stade commercial. En ce qui concerne les programmes nationaux, nous adopterons avant le milieu de 1981 une approche en deux étapes : première étape, répertorier le nombre et le type d'installations commerciales devant être construites dans chacun de nos pays avant le milieu des années 1980 ; deuxième étape, indiquer les projections quantitatives d'expansion de la production à horizon 1990, 1995 et 2000, qui pourront servir de base à des actions futures. En ce qui concerne les programmes internationaux, nous nous joindrons à d'autres pays pour constituer une équipe internationale ayant pour but de promouvoir la collaboration entre nations intéressées à des projets spécifiques.

16. Un groupe à haut niveau de représentants de nos pays et de la Commission de la C.E.E. examinera périodiquement les résultats obtenus par chacun de nous dans ces domaines.

17. Notre stratégie globale a comme objectif de répondre aux besoins en énergie des dix années à venir. Nous sommes convaincus qu'elle est susceptible de réduire la demande, notamment celle de pétrole, sans gêner la croissance. Au cours de la décennie, cette stratégie devrait nous permettre de ramener, dans nos pays, à 0,6 environ le rapport entre l'accroissement de la consommation collective d'énergie et la croissance économique. Nous en attendons également une réduction de 53 % actuellement à environ 40 % en 1990 de la part du pétrole dans notre demande totale d'énergie, et nous prévoyons qu'en 1990 notre consommation collective de pétrole sera suffisamment inférieure aux niveaux actuels pour que l'offre et la demande s'équilibrent à des prix acceptables.

18. Nous continuons à penser que la coopération internationale dans le domaine de l'énergie est essentielle. Tous les pays ont un intérêt vital à voir s'établir un équilibre stable entre l'offre et la demande d'énergie. Nous sommes très favorables à l'ouverture d'un dialogue constructif sur l'énergie et sur les questions qui s'y rapportent, entre producteurs et utilisateurs afin d'améliorer la cohérence de leurs politiques.

6

---

(1) Voir Documents d'Actualité Internationale numéro 24, 17 juin 1977.

(2) Voir Documents d'Actualité Internationale numéros 35-36, 2-9 septembre 1979.